

## Meeting le 8 novembre 2026

# A bas la guerre et l'exploitation

Aujourd'hui, nous sommes 300 dans les Yvelines à avoir signé l'appel contre la guerre, 17000 dans tout le pays.

Nous, travailleurs de France, affirmons que la sale guerre de Trump et de Netannyahou est au service exclusif des multinationales et des capitalistes.

En France, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne et dans les autres pays d'Europe, les gouvernements impérialistes de toutes couleurs politiques se rangent les uns après les autres derrière Trump. Tous adoptent des budgets qui écrasent les travailleurs et les peuples pour financer une économie de guerre en constante expansion.

Les dirigeants des organisations ouvrières refusent d'organiser la mobilisation générale contre les gouvernements fauteurs de guerre et de destruction sociale.

Nous condamnons l'engagement de Macron et de son gouvernement dans cette sale guerre :



**- retour immédiat du porte-avion Charles-de-Gaulle !**  
**- Retrait de toutes les troupes et bases militaires françaises du Moyen-Orient !**  
**Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour leur sale guerre !**  
**Solidarité avec les travailleurs et les peuples d'Iran, du Liban et de Palestine !**

Déclaration des élus CGT au CSE de Renault

**La CGT Renault refuse de se taire face à l'inacceptable**

■ Il y a un siècle, Renault profitait de la Première Guerre mondiale pour accroître ses bénéfices de 40 %. Aujourd'hui, rien n'a changé : la direction générale, guidée par la même soif de profit, s'engage dans la conception et la réalisation d'armes mortifères. Comme le révèle L'Usine Nouvelle, le groupe entend désormais développer des outils de guerre. Pour la CGT Renault Ingénierie Tertiaire, il est intolérable que des salariés soient contraints de participer à des projets dont l'objectif est de tuer d'autres travailleurs, où qu'ils se trouvent. Quand nous avons été embauchés chez Renault, personne n'envisageait un jour de dessiner ou de fabriquer des drones tueurs... Nous exigeons l'arrêt immédiat de tous les projets militaires. (...)

### Grand meeting internationaliste contre la guerre

Des militants et organisations de 48 pays vous invitent à vous rassembler contre la guerre et l'exploitation, pour l'internationale ouvrière

**Dimanche 8 novembre 2026 à 14 heures**

Espace Charenton 321 rue de Charenton 75012 Paris  
 Nous vous invitons à prendre votre bon de participation au meeting et à verser une contribution pour le financer

## Editorial

### 36 milliards de plus pour la guerre

■ Le 19 mai, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi actualisant la programmation militaire : 36 milliards supplémentaires et la création d'un « état d'alerte de sécurité nationale » qui pourrait être déclenché pour deux mois, par un simple décret en Conseil des ministres « en cas de menace grave ». 440 députés ont voté pour (RN, LR, macronistes et apparentés, PS), 122 ont voté contre (LFI, PCF, Les Ecologistes) et 4 se sont abstenus.

#### De quoi s'agit-il ?

De préparer la guerre, de nous préparer à la guerre. La propagande militaire s'immisce partout : intrusions de plus en plus fréquentes de l'armée dans les établissements scolaires, entraînements grandeur nature dans différents départements, mise en place du service militaire « volontaire »... Ce budget des Armées, ces opérations diverses, il faut bien les financer. Alors, le gouvernement envisage de couper 4 milliards dans les budgets des services publics et 2 milliards dans celui de la Sécurité sociale. Impossible d'accepter cette politique anti-ouvrière

**L'argent pour les services publics et la Sécu, pas pour la guerre ! À bas la guerre, à bas l'exploitation ! Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la sale guerre de Trump !**

Yvelines/175 classes supprimées à la rentrée 2026

# Il faut l'action unie pour empêcher la catastrophe

**P**our la rentrée 2026, 175 classes doivent être supprimées. Il manque déjà plus de 150 enseignants pour assurer tous les remplacements dans les écoles du département. Des centaines d'enfants n'ont pas le soutien d'AESH (aide aux élèves en situation de handicap) auxquels ils ont droit par manque d'effectif et on continuerait à entasser les élèves dans des classes surchargées.

Le parlement a voté 8,5 milliards supplémentaires au budget des armées d'ici à 2030 pour des munitions, alors que Macron a déjà doublé ce budget (57 milliards en 2026). Aujourd'hui ce gouvernement finance la guerre sur le dos des élèves, des parents et des enseignants.

**L'argent pour l'école, pas pour la guerre, unité pour le maintien des 175 classes menacées de fermeture dans les Yvelines.**

Les Mureaux

## 8 fermetures de classes : Inacceptable !

**L**e 23 mars, la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale annonçait la fermeture de 8 de classes à la rentrée 2026 Aux Mureaux, ville classée en Éducation Prioritaire.

Ces 8 fermetures de classes sont la conséquence des 3 256 suppressions de postes dans l'Éducation nationale décidées par le gouvernement Macron-Lecornu. Les gouvernements pré-



Les Mureaux, le 16 avril 2026 devant le collège Jean-Vilar

Mantes-la-Jolie

## Non aux 7 nouvelles fermetures de classes

**A**Mantes-la-Jolie, sept-classes sont menacées de fermetures pour la rentrée de septembre 2026.

Ces fermetures annoncées s'ajoutent aux 26 classes déjà fermées en 3 ans. Elles sont le résultat de l'application, à Mantec-la-Jolie, des 3200 postes supprimés dans l'éducation nationale, dont 175 dans les Yvelines. Suppressions contenues dans le budget de misère adopté par le parlement avec l'article

49-3. Macron annonce la construction d'un nouveau porte-avion pour un coût de 12 milliards.

Aujourd'hui, pour s'opposer à ces fermetures de classes, pour obtenir leur annulation, il faut l'unité des parents, des enseignants et des organisations syndicales, pour engager l'action.

**Unité pour imposer l'annulation des 7 fermetures de classe prévues à Mantec-la-Jolie**

cédents ont déjà supprimé tellement de postes que les enseignants absents ne sont plus systématiquement remplacés. Des dizaines d'heures d'enseignement perdues et des conditions de travail dégradées. La raison, c'est de réaliser des économies pour financer la guerre. C'est contre ces suppressions de postes que des milliers d'enseignants et parents, dans l'unité, se sont mobilisés le 31 mars.

Le comité local du Parti des Travailleurs soutient les enseignants et les parents qui se mobilisent avec leurs syndicats contre les fermetures de classes.

**La seule solution conforme aux intérêts des enseignants et des familles, c'est l'annulation de toutes les fermetures de classes et l'ouverture des classes nécessaires.**

## Journée «collège mort» à Jean Vilar aux Mureaux

**J**eudi 16 avril, au Collège Jean Vilar; une journée «collège mort» est organisée par les familles et les professeurs avec leurs syndicats. Une quarantaine de parents d'élèves sont présents ainsi que la déléguée à l'enseignement de la municipalité.

Marianne, mère d'élève explique que « ce mouvement prépare la délégation reçue le soir même à la DSDEN, constituée de parents et de professeurs avec les syndicats ». Pour Sophie, professeur d'anglais, secrétaire du SNES, « le mouvement de grève est beaucoup plus suivi que d'habitude. Une vingtaine de professeurs sont en grève et des AESH et des personnels de la vie scolaire sont également grévistes ». Sacha, professeur de physique-chimie, explique que « chaque année, alors que le nombre d'élèves augmente le ministère retire des heures. À la rentrée 2025 le collège a accueilli une 6e de plus sans aucun moyen supplémentaire. Pour 2026, c'est 11 heures de moins pour 15 élèves en plus. Les classes sont surchargées avec une moyenne de 28 élèves. La consigne de l'administration : faites mieux mais sans moyens supplémentaires. Les enseignants sont rendus coupables des difficultés d'apprentissage des élèves. Parmi nos revendications, il y a le remplacement des professeurs en congé maladie, maternité, etc. Il nous faut aussi plus d'AED. On demande juste des moyens pour rétablir les conditions nécessaires aux apprentissages de nos élèves ». À ce manque de moyens, des mamans présentes s'interrogent : « où va l'argent ? » Une professeure répond que « les Classes Défense sont mieux dotées ».

Correspondant local

## Poissy Stellantis : Pour l'unité et le maintien de tous les emplois

Lors du CSE extraordinaire du 16 avril 2026 la direction de l'usine Stellantis de Poissy a annoncé ce que les salariés redoutaient.

Le site, qui produit actuellement les Opel Mokka et DS 3, ne produira plus de voitures au-delà de 2028.

L'annonce de la mise en place d'activités alternatives dans «l'économie circulaire» dissimule mal une restructuration qui, sur les 1500 emplois dédiés à la production, en supprimera au moins 500.

Cette restructuration, semblable à celle mise en œuvre à Renault-Flins, conduira aux mêmes effets: la suppression d'emplois directs et d'emplois induits dans la sous-traitance, auquel s'ajoutera la baisse d'activité des commerces du bassin d'emploi.

Pour le Parti des Travailleurs, un problème politique est posé : face à la vague des suppressions d'emplois dans l'industrie automobile et dans son réseau de fournisseurs, l'interdiction des licenciements serait seule à même de bloquer les suppressions d'emplois en ne laissant pas les salariés isolés site par site.

Un gouvernement ouvrier soucieux de protéger l'emploi de ces salariés nationaliserait cette industrie en vue de satisfaire les besoins de mobilité de la population.

Pour le parti des travailleurs, par-delà les positions des uns et des autres sur l'activité que doit avoir le site, l'unité des salariés et de leurs organisations syndicales peut se réaliser sur cette exigence du maintien de tous les emplois.



Poissy, manifestation CGT Stellantis- Poissy, le 4 décembre 2025

Communiqué de la Fédération des Yvelines du Parti des Travailleurs

### Maintien de tous les emplois à Stellantis-Poissy Maintien de la production d'automobiles

Les travailleurs de Stellantis-Poissy sont inquiets. Des informations contradictoires circulent. La direction de Stellantis annonce ne pas vouloir fermer l'usine de Poissy. Mais aucun nouveau modèle n'est annoncé pour remplacer la production de la MOKKA après 2028 et de la DS. D'autres pistes sont évoquées par la direction comme le reconditionnement de pièces de rechange et de véhicules d'occasion. Pour sa part la CGT annonce que l'arrêt de la fabrication d'automobiles est d'ores et déjà décidé.

Nul ne peut accepter l'arrêt de la production d'automobiles à Poissy. Au lieu de primes de licenciement les travailleurs de Stellantis veulent le maintien de leurs emplois et donc le maintien de la fabrication d'automobiles à Poissy.

L'unité doit se réaliser, avec toutes les organisations syndicales, sur ces mots d'ordre. Le Parti des Travailleurs se prononce pour chasser le gouvernement Macron-Lecornu, pour un gouvernement des travailleurs et l'interdiction des licenciements.



Mantes-la-Jolie, le 30 avril devant l'usine Linxens en grève.

## Mantes-la-Jolie Grève massive chez Linxens

Linxens, entreprise d'éléments électroniques, possède un site à Mantes-la-Jolie où travaillent 183 salariés. Le site comptait 450 salariés il y a dix ans et encore 270 il y a deux ans. Une grève massive a eu lieu avec les organisations syndicales CGT, CFDT, FO et SUD.

Stéphane (CGT) : « la grève est massive depuis le 16 avril. Aucune production n'est sortie de l'usine pendant deux semaines. La direction a saisi le tribunal et 4 délégués syndicaux ont été assignés en justice notamment pour entrave à la circulation des camions et des personnes. Hier le tribunal, saisi en référé, a débouté la direction. La direction a alors fait de nouvelles propositions ».

« On ne perd rien. La direction voulait limiter le nombre de jours de RTT à 12 jours par an au lieu de 18, et imposer l'annualisation, et la globalisation du temps de travail, la polyvalence forcée des salariés.

Nous avons obtenu que les 18 jours de RTT soient maintenus au moins en 2026 et qu'il n'y ait ni annualisation ni globalisation du temps de travail ».

Correspondant



**PARTI DES TRAVAILLEURS**

**Le comité départemental des Yvelines a tenu son congrès le 14 mai 2026**



Lors de ce congrès, les comités locaux ont rendu compte de leurs activités sur leurs secteurs respectifs, des listes présentées aux élections municipales à Mantes-la-Jolie et à Sartrouville, du regroupement opéré aux Mureaux et de leur intervention dans la lutte de classe avec un appel à l'unité pour le maintien de tous les emplois à Stellantis-Poissy (voir page 3), les appels locaux contre les fermetures de classes (page 2). Il a également été adopté un plan de développement de notre parti sur le département. Trois délégués ont été élus pour représenter les Yvelines au congrès national des 30 et 31 mai.

**Vie du parti**

(Extraits de la déclaration du BN du Parti des travailleurs du 2 mai)

De toutes parts on dit aux travailleurs, aux jeunes, la solution aux problèmes auxquels vous êtes confrontés se trouve dans l'élection présidentielle. (...)

De 1958 à aujourd'hui 8 présidents de la république se sont succédé à l'Élysée. Est-ce qu'une seule fois l'élection d'un président de la République a permis de mettre en place un gouvernement qui gouverne pour la majorité, qui gouverne pour la classe ouvrière et la jeunesse ?

Dans la situation de crise que connaît le pays, la rupture est plus que jamais nécessaire. Cette rupture porte un nom : la rupture ouvrière, la rupture avec le capitalisme, le gouvernement de rupture ouvrière.

Seule la mobilisation unie de millions de travailleurs permettra d'imposer une telle solution.

**Bulletin d'abonnement**

Nom, prénom : ..... Adresse : ..... Code postal : ..... Ville : .....  
Email (obligatoire pour une formule numérique) : .....

**Je m'abonne pendant l'été**

Abonnement d'été, 8 numéros (du 1<sup>er</sup> juillet au 26 août, n° 547 au n° 554) : 10 euros papier  OU numérique  11 euros numérique ET papier

Tarifs		
Formules	Papier ou numérique	Papier et numérique
«Découverte» 5 numéros	7,50 €	8 €
7 numéros	10 €	11 €
15 numéros	22 €	23 €
6 mois	36 €	38 €
Un an	70 €	74 €
Pli clos un an	120 €	124 €
Prélèvement mensuel automatique (papier et numérique)	6,50 € par mois ou 10 € pour les plis clos	

**Je choisis la formule**

- Papier  
 Numérique  
 Papier et numérique

**Je choisis la formule par prélèvement** N° ICS : FR44ZZ807AA5  
Les prélèvements seront effectués le 10 de chaque mois.

**Important : datez et signez le mandat ci-dessous en joignant un relevé d'identité bancaire.**

**Mandat :** En signant ce formulaire, vous autorisez La Tribune des travailleurs, à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions de La Tribune des travailleurs. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Date : .....  
Signature (obligatoire)

Cadre réservé à l'administration du journal

Flashez ce QR Code pour retrouver La Tribune des travailleurs sur les réseaux.

**Je soutiens La Tribune des travailleurs**  
Je verse ..... euros



Bulletin à renvoyer à : La Tribune des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex Chèque à l'ordre de La Tribune des travailleurs

**PARTI DES TRAVAILLEURS**  
**JE SOUHAITE ADHÉRER**

Nom, prénom : .....  
Adresse : .....  
CP : ..... Ville : .....  
Email : .....

Bulletin à renvoyer à : Parti des travailleurs BP27 - 93101 Montreuil Cedex